



**PRÉFET
DE LOT-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail,
des Solidarités et de la Protection des Populations

Arrêté n° 47-2025-07-29-00008

portant enregistrement de l'installation de la SAS L'ŒUF GASCON, située sur le territoire de la commune de DAMAZAN, pour son activité de casserie d'œufs

Le préfet de Lot-et-Garonne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier le livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Daniel BARNIER en qualité de préfet de Lot-et-Garonne ;

Vu le décret du 27 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Michel GOURIOU en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Marmande-Nérac ;

Vu le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Cédric BOUET en qualité de secrétaire général de la préfecture de Lot-et-Garonne, sous-préfet de l'arrondissement d'Agen ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge de)" ;

Vu l'arrêté du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur et d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du Bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2018 approuvant le plan de prévention des risques naturels majeurs concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux ;

Vu les arrêtés préfectoraux n°47-2025-04-24-00004 et n°47-2025-06-30-00001 accordant délégation de signature à Monsieur Cédric BOUET, Secrétaire général de la préfecture de Lot-et-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°47-2025-07-11-0004 du 11 juillet 2025 du relatif à la suppléance du Secrétaire général de la préfecture de Lot-et-Garonne ;

Vu la demande initiale présentée le 19 décembre 2024 par la SAS L'Oeuf Gascon, complétée en dernier lieu le 5 mai 2025, pour l'enregistrement d'installations de casserie d'œufs (rubrique 2221 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) sur le territoire de la commune de Damazan – 163 Impasse du Rec (47160) ;

Vu le dossier technique annexé à la demande susvisée, notamment les plans des installations et les justifications de leur conformité aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 susvisé ;

Vu l'avis de la Direction Départementale des Territoires de Lot-et-Garonne en date du 10 avril 2025 relatif à la gestion des eaux pluviales du projet de casserie L'Oeuf Gascon ;

Vu le rapport de recevabilité établi par l'Inspecteur des installations classées le 27 mai 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 47-2025-06-02-00001 du 2 juin 2025 prescrivant l'ouverture d'une consultation du public sur la demande d'enregistrement présentée par la société L'Oeuf Gascon en vue d'être autorisée à exploiter une casserie d'œufs sur la commune de DAMAZAN (47160) ;

Vu la synthèse établie par l'Inspection des installations classées en date du 21 juillet 2025 relative à la consultation du public réalisée entre le 20 juin 2025 et le 18 juillet 2025 (dates incluses) ;

Vu l'avis favorable du conseil municipal de Damazan en date du 9 juillet 2025 ;

Vu l'avis favorable du conseil municipal de SAINT-LEON en date du 2 juin 2025 ;

Vu le rapport en date du 21 juillet 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu la communication au pétitionnaire du projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement, par courrier électronique en date du 23/07/2025, conformément aux dispositions de l'article R.512-46-17 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'installation projetée entre dans la catégorie des installations soumises à enregistrement, rubrique 2221.1 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté du 23 mars 2012 susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du titre 1er du livre V du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité et la salubrité publiques, et la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant qu'aucune demande d'aménagement des prescriptions générales n'a été sollicitée par le demandeur ;

Considérant que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage industriel ;

Considérant la localisation du projet hors zone listée au 2-c de l'annexe III de la directive 2011/92/UE susvisée et en dehors de toute zone naturelle remarquable protégée ou répertoriée dans le cadre d'inventaires écologique, faunistique et floristique ;

Considérant le caractère peu significatif des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, installations, ouvrages ou travaux existants dans cette zone ;

Considérant que les caractéristiques du projet et notamment en matière d'utilisation des ressources naturelles, de production de déchets, de rejets ou de nuisances n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

Considérant en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

Considérant que le pétitionnaire a émis le 25/07/2025 une observation sur le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement, consistant à rappeler que le délai au terme duquel l'arrêté d'enregistrement, si l'installation n'a pas été mise en service, cesse de produire ses effets est de trois ans ; que ce délai, contrairement au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 23 juillet 2025, est déterminé par l'article R512-74 du Code de l'environnement ; qu'il y a donc lieu que l'article 1.1 du projet d'arrêté soit conforme audit code de l'environnement ;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas émis d'autres remarques ;

Sur proposition de la Directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

- Article 1.1 : Bénéficiaire et portée

Les installations de la SAS L'Oeuf Gascon (n°SIRET : 39403125600024) représentée par Monsieur Denis Varescon dont le siège social est situé à Damazan, faisant l'objet de la demande susvisée du 19 décembre 2024, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Damazan (47160), à l'adresse suivante : 164 Impasse du Trec.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du Code de l'environnement).

- Article 1.2 : liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Désignation de l'activité	Caractéristiques	Classement
2221	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras et des activités classées par ailleurs.	Quantité de produits entrants : 40 t/j	E

	La quantité de produits entrant étant : - supérieure à 4 t/j		
2910-A.2	Combustion à l'exclusion des activités visées par <u>les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931</u> et des installations classées au titre de la <u>rubrique 3110</u> ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de <u>l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement</u> , ou du biogaz provenant d'installations classées sous <u>la rubrique 2781-1</u> , si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC).	1,7 MW	DC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 Kw(d) ⁽¹⁾ Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers	>50 kW	D

Régime : E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique), D (déclaration), NC (non classé).

Les installations mentionnées dans le présent article sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

- **Article 1.3** : Situation de l'établissement

Cette installation et ses annexes sont localisées sur le territoire de la commune de DAMAZAN, 164 Impasse du Rec sur les parcelles n° 128, 194, 231 et 270 (partie) et 278 (en partie), section ZO du plan cadastral de la commune.

- **Article 1.4** : Conformité au dossier d'enregistrement

Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé à la préfecture de Lot-et-Garonne par l'exploitant accompagnant la demande du 19 décembre 2024 susvisée.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

- Article 1.5 : Mise à l'arrêt définitif

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était enregistrée, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état, prévues ou réalisées.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger suivant les dispositions de l'article R. 512-46-25 du Code de l'environnement. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les limitations ou interdictions d'accès au site sont mises en place ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion est assurée ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement est maintenue.

- Article 1.6 : Prescriptions techniques applicables

S'appliquent à l'établissement les prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2221 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 susvisé.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS LIEES AU PROJET

Les eaux industrielles de la casserie L'Oeuf Gascon sont acheminées vers la station d'épuration collective mixte de la zone d'activité ZAE2 de Damazan pour y être traitées. Avant toute mise en service, l'établissement veillera à obtenir une autorisation de déversement, conditionnée à la signature d'une convention spéciale de déversement, afin de déverser les eaux usées de l'entreprise dans le réseau d'assainissement public de la commune de Damazan, dans la limite d'une charge de 600 équivalent-habitants, calculée sur la DCO.

- Article 2.1 : Valeurs limites d'émission des eaux industrielles :

Les caractéristiques des effluents de la casserie L'Oeuf Gascon, destinés à être traitées par la station d'épuration mixte publique, ne devront pas dépasser les valeurs limites définies par l'arrêté du 23/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment :

Paramètres	Valeurs limites	Valeurs limites en concentration
pH	5,5< pH< 8,5	-
Température	< 30 ° C	-
Demande Biochimique en Oxygène à 5 jours DBO ₅	-	800 mg/l
Demande Chimique en Oxygène DCO	-	2000 mg/l

Matières en suspension MES	-	600 mg/l
Teneur en azote global (exprimé en N)	-	150 mg /l
Teneur en phosphore total (exprimé en P)	-	50 mg /l

Les eaux industrielles doivent être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, lorsque la neutralisation alcaline est mise en oeuvre, le pH peut atteindre au maximum 9,5.

- Article 2.2 : Autosurveillance des eaux industrielles

L'exploitant réalise à minima tous les trimestres des mesures et des prélèvements pour vérifier le respect des valeurs indiquées à l'article 2.1. Ils sont réalisés à des périodes représentatives de l'activité de l'entreprise.

Les mesures de concentration, prélèvements et analyses sont effectués sur des échantillons moyens sur 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4 ° C). L'auto-surveillance est conforme à l'article 38 de l'arrêté du 23 mars 2012 précité.

L'exploitant renseigne régulièrement sur l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) les résultats de l'autosurveillance de ses effluents industriels.

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

- Article 3.1 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

- Article 3.2 : Délais et voies de recours (article L. 514-6 du Code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

- Article 3.3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

1° une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de Damazan du projet et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Damazan pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application notamment de l'article R. 512-46-12, à savoir la commune de Saint-Léon ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Lot-et-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

- Article 3.4 : Exécution – Copie

Le présent arrêté est notifié à la SAS L'Oeuf Gascon.

Copie en est adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,
- Monsieur le Maire de la commune de Damazan,
- Madame la Directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de Lot-et-Garonne.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Agen, le 29/07/25

Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet de Marmande-Nérac


Michel GOURIOU